



Le mépris de Roselyne Bachelot vis-à-vis des médecins hospitaliers

Les problèmes des personnels hospitaliers, des infirmières aux médecins, n'intéresse visiblement pas la Ministre de la Santé. De promesses en mensonges, les rares réunions organisées par son cabinet et ses services se limitent à des « explications de texte » sans aucune possibilité de discussion et encore moins de concertation.

Deux exemples sont particulièrement éclairants pour les médecins hospitaliers :

◆ La retraite

Alors que la réforme de l'IRCANTEC, imposée en 2008 contre l'avis majoritaire des partenaires sociaux, nous a été présentée comme sans incidence majeure sur le montant futur des pensions, Madame Bachelot a confirmé, lors d'une récente rencontre avec les intersyndicales de praticiens hospitaliers, qu'il existait un problème ! « Petit problème », en effet, qu'une diminution des retraites sur une carrière complète de près de 30 %, que les administrateurs CGT de l'IRCANTEC avaient vivement dénoncée à l'époque.

Alors que le Président de la République nous annonce le « rendez-vous » sur les retraites pour 2010, nous exigeons de véritables négociations sur cette question qui devra intégrer la problématique de la pénibilité, liée notamment au travail de nuit...

◆ Le statut

Comme dans le reste de la Fonction Publique, l'entreprise de démontage des statuts est en cours. Alors que la loi HPST ne prévoyait que quelques ajustements concernant le statut de praticien hospitalier, la Ministre veut profiter de l'occasion pour flexibiliser, introduire des primes à la productivité et diminuer une protection sociale déjà défaillante.

Pour la CGT, les médecins salariés sont des cadres comme les autres et le droit du travail doit aussi s'appliquer à l'hôpital !

Nous réclamons un vrai statut de médecin salarié qui permette de respecter des horaires de travail décents et d'améliorer les droits en cas de maladie ou d'incapacité de travail.

La CGT est le syndicat de tous les salariés, y compris des médecins. Elle ne laissera pas passer, en 2010, de nouvelles régressions sociales sans réagir.

N° 63

Case 538
263, rue de Paris
93515 Montreuil

Tél : 01.48.18.20.98

Fax : 01.48.57.56.22

E-Mail : com@sante.cgt.fr

Montreuil, le 24 décembre 2009

Contact Presse : Dr Christophe Prudhomme : 06.83.25.98.90